

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 8–11 novembre 2010

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2010/9-D
19 octobre 2010
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – ÉTHIOPIE 106650

Réponse aux crises humanitaires et
amélioration de la résistance à l'insécurité
alimentaire

Coût (dollars É.-U.)

	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires pour le PAM	795 011 670	184 135 036	979 146 706
Coût total pour le PAM	1 587 081 009	411 161 949	1 998 242 958

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

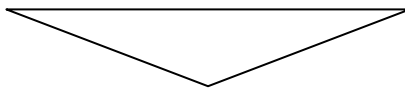
Directeur régional, ODJ*: M. M. Darboe tél.: 066513-2201

Attaché de liaison principal, ODJ: M. T. Lecato tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Johannesburg (Afrique australe, orientale et centrale)

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve la proposition d'accorder une augmentation budgétaire de 411,2 millions de dollars et de prolonger, pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011, l'IPSR Éthiopie 106650 "Réponse aux crises humanitaires et amélioration de la résistance à l'insécurité alimentaire" (WFP/EB.2/2010/9-D).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

NATURE DE L'AUGMENTATION

1. La présente révision budgétaire de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) Éthiopie 106650 est proposée pour:
 - prolonger l'IPSR du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011;
 - fournir 640 038 tonnes de produits alimentaires supplémentaires d'une valeur de 184,1 millions de dollars É.-U., pour répondre aux besoins de 4,2 millions de personnes;
 - apporter un montant supplémentaire de 200,1 millions de dollars pour financer le transport extérieur, le transport terrestre, l'entreposage et la manutention, les coûts d'appui directs et les autres coûts opérationnels directs; et
 - couvrir les coûts d'appui indirects supplémentaires à hauteur de 26,9 millions de dollars.
2. Bien que les estimations tablent pour 2011 sur un nombre de bénéficiaires du PAM équivalant à seulement 51 pour cent du nombre de 2010, les besoins de produits alimentaires pour 2011 correspondent à 71 pour cent de 2010, parce que l'assistance devra durer plus longtemps, tant pour les secours que pour le Programme de protection sociale fondé sur des activités productives (PPSAP).
3. Le bureau de pays a entrepris d'élaborer le document de stratégie pour l'Éthiopie en tenant compte des nouveaux outils dont le PAM s'est doté. Le Gouvernement devrait mettre la dernière main au Plan pour la croissance et la transformation (PCT) d'ici la fin de 2010; ce plan, qui couvrira la période 2011-2015, sera applicable à compter du deuxième semestre 2011 afin que son démarrage coïncide avec le début de l'année budgétaire éthiopienne. Le prochain Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, qui comprendra à la fois des programmes humanitaires et des interventions de développement, devrait débiter en 2012. Il est prévu que le PAM privilégie le renforcement des approches des capacités et les approches reposant sur des transferts monétaires. La prolongation de l'IPSR permettra de disposer du délai nécessaire pour concevoir des programmes conformes au document de stratégie pour l'Éthiopie, le Plan-cadre pour 2012-2016 et le PCT.

JUSTIFICATION DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

Résumé des activités

4. Lancée en janvier 2008 pour combattre l'insécurité alimentaire aiguë, l'IPSR appuie le Plan de développement accéléré et durable pour l'élimination de la pauvreté mis en place par le Gouvernement. Elle contribue à la réalisation des Objectifs stratégiques 1 et 2 du PAM¹. Conformément à la décision récente du Conseil d'administration faisant suite à l'examen des catégories d'activités du PAM², la composante relative au VIH et au sida en milieu urbain a été rattachée à l'Objectif stratégique 2 puisqu'elle contribue de ce fait à

¹ 1 – Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence; 2 – Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets.

² WFP/EB.A/2010/11/Rev.1.

prévenir la faim aiguë causée par la maladie et établit un filet de sécurité pour les ménages urbains vulnérables³. L'IPSR 106650 comprend les quatre composantes suivantes:

- i) Secours: distributions générales de vivres aux communautés exposées à l'insécurité alimentaire et touchées par des pénuries de vivres graves et imprévisibles. L'assistance comprend notamment la fourniture d'aliments composés enrichis (suppléments nutritionnels) destinés à réduire et stabiliser la malnutrition des personnes vulnérables au sein de la population affectée par des crises (Objectif stratégique 1).
- ii) Programme de protection sociale fondé sur des activités productives (PPSAP): dans les districts où l'insécurité alimentaire grave est prévisible, des activités Vivres contre travail menées par les bénéficiaires aptes au travail permettent de contribuer à la réalisation d'investissements en faveur de la réduction des risques de catastrophe tandis que ceux qui sont dans l'incapacité de participer, bénéficient de distributions sans contrepartie (Objectif stratégique 2).
- iii) Supplémentation alimentaire ciblée: distribution d'aliments composés enrichis et d'huile⁴ aux enfants de moins de 5 ans et aux femmes enceintes et mères allaitantes souffrant de malnutrition aiguë repérés grâce au dépistage nutritionnel (Objectif stratégique 1).
- iv) VIH et sida en milieu urbain: appui alimentaire ciblé en faveur de ménages, de femmes et d'enfants en situation d'insécurité alimentaire, séropositifs ou touchés par le VIH et le sida vivant en milieu urbain (Objectif stratégique 2).

Conclusions et recommandations issues de la réévaluation

5. Le descriptif initial de l'IPSR⁵ indiquait qu'en cas de crise de grande envergure, le PAM procéderait à une révision du budget afin de disposer des ressources supplémentaires. Sous l'effet des crises qui se sont succédées depuis 2008, les besoins alimentaires au titre des activités de secours incluses dans l'IPSR ont été très nettement revus à la hausse à l'occasion de trois révisions budgétaires⁶.
6. Il ressort de l'évaluation à mi-parcours effectuée fin 2009 que l'IPSR a fait face efficacement à l'augmentation de la demande de transferts alimentaires⁷, ce qui a permis de sauver des vies, de prévenir la faim aiguë, de réduire le risque de faim chronique et de lutter contre la dénutrition.
7. L'équipe d'évaluation a recommandé au PAM de prendre les mesures suivantes:
 - consacrer des ressources au renforcement des capacités de gestion des produits alimentaires, notamment en créant à cette fin une équipe spéciale rassemblant les représentants des pouvoirs publics, des bailleurs de fonds concernés et du PAM;

³ Il est prévu d'inclure la composante relative au VIH et sida en milieu urbain dans le programme de pays une fois la stratégie de pays élaborée.

⁴ Il n'est pas prévu d'utiliser des suppléments nutritionnels prêts à consommer en 2011.

⁵ Se reporter aux paragraphes 9 à 11, 31 et 41 et au tableau 1 du document WFP/EB.2/2007/9-C/5.

⁶ Le budget de l'IPSR a été révisé neuf fois depuis son approbation en 2007, principalement pour réponse aux variations de coûts; les révisions 4, 6 et 9 avaient pour objet de répondre à des besoins de secours de grande ampleur en 2008, 2009 et 2010.

⁷ PAM, Mid-Term Evaluation of the Ethiopia Protracted Relief and Recovery Operation 106650 (2008-2010): an Operational Evaluation (Évaluation à mi-parcours de l'intervention de secours et de redressement en Éthiopie 106650 (2008-2010): une évaluation opérationnelle), Rome, 2010.

- collaborer avec les organismes donateurs afin de faire établir un cadre d'évaluation de l'impact de tous les programmes de secours;
 - renforcer la pertinence et l'utilité du programme de supplémentation alimentaire ciblée en améliorant les liens intersectoriels;
 - rechercher les moyens d'améliorer le ciblage géographique et individuel de la supplémentation alimentaire et les activités menées pour répondre aux besoins en situation d'urgence; et
 - poursuivre la mise en œuvre de la composante VIH et sida et lui donner plus d'ampleur si les fonds le permettent.
8. La situation de crise humanitaire découle de l'érosion des capacités de survie sous l'effet des crises de grande ampleur qui ont frappé l'Éthiopie en 2008 et 2009. S'ajoutant au doublement des prix céréaliers et les défaillances des marchés locaux en 2008, les épisodes de sécheresse de 2008 et 2009 ont provoqué une crise alimentaire aiguë chez les ménages vulnérables; or leurs capacités de survie se sont encore amenuisées en raison des difficultés rencontrées pour déterminer les moyens nécessaires à l'échelle du pays à partir des évaluations et des besoins, et de l'incapacité de couvrir correctement ces besoins du fait de pénuries de financement et de problèmes logistiques.
9. Une série d'évaluations saisonnières menées par plusieurs organisations sous la direction du Gouvernement permet de déterminer les besoins de secours alimentaires. La principale évaluation est effectuée après les pluies *meher/deyr*⁸ en fin d'année. En général, les besoins sont réévalués et les prévisions adaptées à l'issue de la récolte relativement limitée qui a lieu en milieu d'année, après les pluies *belg/gu*⁹ qui tombent de mars à mai. Les équipes d'évaluation travaillent sous la direction du personnel technique du Service de la gestion des risques de catastrophe et de la sécurité alimentaire¹⁰, un organisme gouvernemental, et incluent généralement des représentants d'organismes des Nations Unies, d'organisations non gouvernementales (ONG) et de donateurs¹¹. La méthodologie employée s'appuie sur l'analyse de la situation économique des ménages. Le tableau 1 récapitule le nombre de bénéficiaires, tel qu'établi à partir des évaluations entre 2008 et 2010.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE SECOURS ALIMENTAIRES ¹²					
2008		2009		2010	
Avril	2,2 millions	Janvier	4,9 millions	Janvier	5,2 millions
Juin	4,6 millions	Mai	5,3 millions	Août	3,5 millions ¹³
Septembre	6,4 millions	Juillet	6,2 millions	–	–

⁸ Les pluies *meher/deyr* précèdent la campagne principale.

⁹ Les pluies *belg/gu* précèdent la campagne secondaire.

¹⁰ Remplace l'Office chargé de la prévention des catastrophes et de la planification préalable.

¹¹ Se reporter aux paragraphes 15, 31 et 40 du document WFP/EB.2/2007/9-C/5.

¹² Données recueillies conjointement par le Gouvernement et les partenaires humanitaires en avril 2008, juin 2008, octobre 2008, janvier 2009, janvier 2010 et août 2010; voir également: PAM, Projected National Relief Food Requirements for June to December 2009 and Strategies to Address Current and Additional Needs. (Besoins nationaux de secours alimentaires prévus de juin à décembre 2009 et stratégies pour faire face aux besoins actuel et supplémentaires), Addis-Abeba, 2009.

¹³ Chiffres provisoires.

10. La dernière analyse de la sécurité alimentaire fait apparaître une tendance au redressement. Les pluies de 2010 sont généralement supérieures à la moyenne, selon les données de l'Agence nationale de la météorologie. D'après les informations émanant du système d'alerte rapide, les campagnes *belg/gu* et *meher/deyr* de 2010 devaient être au-dessus de la moyenne, et donc produire de bonnes récoltes et améliorer la sécurité alimentaire des ménages dans presque toutes les zones frappées par la crise en Éthiopie. En outre, les prix alimentaires mondiaux ont dans l'ensemble chuté sur tous les grands marchés en 2010¹⁴. Toutefois, un certain nombre de facteurs continuent d'induire insécurité alimentaire et malnutrition, à savoir la pression démographique, la dégradation des sols, la pauvreté, le manque de possibilités d'obtenir des revenus extra-agricoles, le dysfonctionnement des marchés, la médiocrité des soins aux mères et aux enfants, le manque d'accès à des services sociaux et le VIH et sida¹⁵.
11. Il ressort de l'analyse du PAM qu'en 2011, en dépit de signes montrant que le redressement est amorcé après trois années de crises il sera nécessaire de secourir les populations des hauts plateaux d'Amhara et de Tigré, à forte densité de population, des régions de faible altitude comme Oromiya et de certaines zones de la Région des nations, nationalités et peuples du Sud (SNNPR), ainsi qu'à la population pastorale des régions Somali et Afar. Les bonnes récoltes *meher* et *belg* attendues se traduiront par une diminution sensible du nombre total de personnes à secourir par rapport à la période 2008-2010, mais pour les ménages les plus pauvres et les plus exposés à l'insécurité alimentaire, l'accès aux produits alimentaires restera limité en 2011, en raison d'une production vivrière faible et des prix des céréales, qui sont supérieurs à la moyenne sur les marchés locaux. Selon les prévisions, les populations pastorales ne pourront se remettre de la crise avant 2012, car il faut au moins trois saisons de pluies abondantes pour que les troupeaux se reconstituent. Dans l'intervalle, le conflit pourrait continuer de compromettre de jouer un rôle significatif dans l'évolution de la sécurité alimentaire dans les régions Somali et Gambella en 2011. Le PPSAP sera étendu à la région Somali, ce qui réduira d'autant les zones couvertes par le programme de secours. Le tableau 2 présente les prévisions du PAM quant au nombre de bénéficiaires à secourir en 2011 établies par le PAM compte tenu de ces éléments. Les besoins seront ajustés après la publication en janvier 2011 des résultats de l'évaluation *meher/deyr*. Ils devront peut-être être revus en juillet 2011, à l'issue de l'évaluation *belg/gu* conduite en milieu d'année.

¹⁴ Données hebdomadaires sur les marchés recueillies par les bureaux auxiliaires du PAM et données de l'Ethiopian Grain Trade Enterprise (Société éthiopienne du commerce céréalier).

¹⁵ Évaluations du PAM sur la sécurité alimentaire dans les villes et autres sources.

TABLEAU 2: BÉNÉFICIAIRES DE SECOURS ALIMENTAIRES, PRÉVISIONS POUR 2011, PAR RÉGION¹⁶	
Région	Nombres de bénéficiaires
Afar	46 728
Amhara	760 630
Beneshangul Gumuz	32 670
Dire Dawa	41 010
Gambella	84 360
Harar	9 290
Oromiya	615 883
SNNPR	254 615
Somali	567 478
Tigré	557 207
TOTAL	2 969 871

Finalité de la prolongation et de l'augmentation budgétaire

12. Il s'agit de prolonger l'IPSR d'une année et de lui allouer des ressources supplémentaires afin de pouvoir élaborer des programmes conformes au document de stratégie, au Plan-cadre pour 2012–2016 et au PCT.

TABLEAU 3: BÉNÉFICIAIRES DE L'AIDE DU PAM, PAR TYPE D'ACTIVITÉ				
Activité	Nombre effectif 2008	Nombre effectif 2009	Nombre estimé 2010	Nombre prévu 2011
Secours	6 424 000	5 875 000	4 761 000	1 936 000*
PPSAP	4 006 000	1 379 000	2 460 000	1 356 000
Supplémentation alimentaire ciblée	1 064 000	1 029 200	1 064 000	1 064 000
VIH et sida en milieu urbain	108 000	116 000	164 000	164 000
TOTAL**	11 442 000	8 245 000	8 289 000	4 244 000

* Le PAM viendra en aide à un peu moins de 70 pour cent des bénéficiaires de secours alimentaires, les autres devant être secourus par des ONG.

** Les nombres totaux de bénéficiaires ont été ajustés pour éviter une double comptabilisation des bénéficiaires du programme de supplémentation alimentaire ciblée qui reçoivent également des secours et/ou une assistance dans le cadre du PPSAP, dont la proportion est passée de 15 pour cent en 2008 et 2009 à 26 pour cent en 2010.

¹⁶ Chiffres établis à partir de l'enquête de référence sur la situation économique des ménages; selon les estimations, la bonne récolte *meher* réduira le déficit vivrier des personnes secourues en 2010. En outre, dans la région Somali, le nombre de bénéficiaires mentionné pour 2011 est plus faible que celui de 2010, car les districts mettront en œuvre le PPSAP à compter de 2011.

13. La conception et la mise en oeuvre de chaque activité ne feront pas l'objet de modifications importantes¹⁷. La contribution du PAM aux opérations de secours et aux composantes PPSAP sera adaptée pour tenir compte de l'évolution du rôle du PAM par rapport au Gouvernement, aux ONG et aux partenaires donateurs. Les recommandations de l'évaluation à mi-parcours préconisant la création d'une équipe spéciale destinée à renforcer les capacités en matière de gestion des vivres et la planification d'une évaluation de l'impact des opérations de secours seront appliquées. Le programme de supplémentation alimentaire ciblée fait déjà l'objet de modifications pour améliorer l'efficacité de sa mise en oeuvre, notamment en renforçant le contrôle du ciblage et en réduisant les délais de livraison des vivres. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le PAM débattent actuellement des changements à apporter à la conception de ce programme à la suite de l'évaluation à mi-parcours et de l'évaluation de son impact¹⁸. Ces changements seront mis en oeuvre de façon flexible, après consultation des acteurs locaux et des donateurs, dans le cadre du Programme national de nutrition mis en place par l'Éthiopie. Comme le recommande l'évaluation à mi-parcours, la transposition à une plus grande échelle du programme relatif au VIH et au sida s'appuiera sur le document de stratégie de pays et sur des consultations avec les acteurs locaux concernant la contribution du PAM au Plan stratégique de lutte contre le VIH et le sida établi par le Gouvernement.

⇒ *Secours*

14. Parallèlement à la réduction globale des besoins de secours, la contribution du PAM aux opérations de secours en Éthiopie devrait baisser en 2011, et ce pour plusieurs raisons. Selon la nouvelle stratégie gouvernementale relative aux interventions, ce sont les secteurs non alimentaires qui doivent désormais répondre aux besoins recensés en matière de moyens de subsistance. Par ailleurs, la capacité des ONG à contribuer au programme national de secours s'est accrue; le PAM devrait prêter assistance à environ 1,9 million de personnes, soit un peu moins de 70 pour cent du total (tableau 2). Dans les zones *belg*, la population à secourir a généralement besoin d'une assistance pendant six mois seulement, mais comme la situation météorologique défavorable risque de compromettre la campagne *belg*, le PAM a l'intention de fournir des secours pendant neuf mois, comme il le fait dans les zones pastorales et *meher*.

⇒ *Programme de protection sociale fondé sur des activités productives*

15. Le PPSAP continue de s'étendre dans les zones pastorales, où l'assistance prend la forme de distributions de produits alimentaires et non de transfert monétaires. Le Gouvernement a demandé au PAM de concentrer son aide sur les principales zones pastorales; les pouvoirs publics et les ONG couvriront la plupart des besoins alimentaires sur les hauts plateaux. Par rapport à 2010, les bénéficiaires du PAM seront donc moins nombreux dans ces zones, ce qui n'empêchera pas les besoins alimentaires pris en charge par le Programme d'augmenter légèrement, car la durée de l'aide dans ces zones pastorales est de six mois, contre trois sur les hauts plateaux.

¹⁷ Se reporter aux paragraphes 48 à 61 du document WFP/EB.2/2007/9-C/5.

¹⁸ Skau, J., Belachew, T., Girma, T. et Woodruff, B.A.. *Outcome Evaluation Study of the Targeted Supplementary Food (TSF) Programme in Ethiopia* (Évaluation des résultats du programme de la supplémentation alimentaire ciblée en Éthiopie), Addis-Abeba, juin 2009.

⇒ *Supplémentation alimentaire ciblée*

16. En ce qui concerne la supplémentation alimentaire ciblée, les besoins annuels sont calculés en fonction de l'évolution actuelle établie dans le cadre du dépistage de la malnutrition aiguë effectué par le Ministère de la santé, avec le concours de l'UNICEF. En l'absence d'un système de surveillance nutritionnelle solide et d'enquêtes nutritionnelles régulières, la mesure du périmètre brachial des enfants de moins de 5 ans demeure le principal indicateur de la situation nutritionnelle. Le PAM collaborera avec le Gouvernement et l'UNICEF pour intégrer la supplémentation alimentaire ciblée dans le système de santé, afin d'établir une approche plus globale et plus durable de la lutte contre la malnutrition aiguë modérée en Éthiopie.

Région	Novembre-décembre 2007	Novembre-décembre 2008	Mai-août 2009	Octobre 2009-janvier 2010
Afar	28,0	32,0	27,8	21,0
Amhara	6,0	10,0	10,4	11,0
Gambella	9,0	6,0	Pas de dépistage	7,0
Oromiya	5,2	10,0	10,9	9,6
SNNPR	7,0	10,0	12,6	8,2
Somali	20,0	25,0	22,6	Non disponible
Tigré	9,6	9,0	13,7	11,0

⇒ *VIH et sida en milieu urbain*

17. Le nombre de bénéficiaires du programme relatif au VIH et au sida en milieu urbain n'évoluera pas. L'assistance alimentaire aux ménages urbains en situation d'insécurité alimentaire contribuera à renforcer la participation aux programmes de traitement du VIH et du sida et l'éducation des orphelins. Les programmes Vivres pour l'application du traitement intègrent une stratégie de transfert des responsabilités: une fois que leur état nutritionnel s'est stabilisé et que le traitement a commencé à faire effet, les bénéficiaires sont dirigés vers des programmes mis en place par des partenaires afin d'appuyer les activités génératrices de revenus.

BESOINS ALIMENTAIRES

18. Les considérations nutritionnelles et les rations demeurent conformes à celles de l'IPSR 106650 initiale¹⁹. Même si le nombre de bénéficiaires diminuera quasiment de moitié en 2011 par rapport à 2010, les besoins alimentaires ne baisseront que de 30 pour cent, pour deux raisons: i) légère augmentation des besoins alimentaires au titre du PPSAP; et ii) selon les prévisions, tous les bénéficiaires secourus devraient recevoir une assistance pendant neuf mois au lieu de six en 2010. Pour 2011, les besoins alimentaires s'élèveront à 557 009 tonnes au total. Comme indiqué au tableau 5, seuls les besoins alimentaires au titre de la composante secours seront en baisse en 2011.

¹⁹ Se reporter aux paragraphes 42 à 47 et au tableau 2 du document WFP/EB.2/2007/9-C/5.

TABLEAU 5: BESOINS ALIMENTAIRES PAR TYPE D'ACTIVITÉ (en tonnes)					
Activité	2008	2009	2010	2011	Total
Secours	473 066	341 373	550 965	322 780	1 688 184
PPSAP	152 191	144 086	149 440	153 863	599 580
Supplémentation alimentaire ciblée	66 029	59 127	53 215	53 215	231 586
VIH et sida en milieu urbain	22 067	27 151	27 151	27 151	103 520
TOTAL	713 353	571 737	780 771	557 009	2 622 870

TABLEAU 6: BESOINS ALIMENTAIRES PAR TYPE D'ALIMENT (en tonnes)					
Produits alimentaires	2008	2009	2010	2011	Total
Céréales	532 353	470 779	597 023	416 553	2 016 708
Légumes secs	53 820	22 302	60 258	42 214	178 594
Huile	23 707	13 261	24 044	18 194	79 206
Aliments composés	103 473	65 395	99 446	80 048	348 362
TOTAL	713 353	571 737	780 771	557 009	2 622 870

19. Le PAM continuera d'assurer la gestion et le transport des produits alimentaires dans la région Somali dans le cadre du système logistique reliant les pôles de stockage aux liens de destinations ("Réseau en roue"). Les stocks de vivres sont gérés par le PAM dans des points de livraison avancés (pôles de stockage) implantés dans des endroits stratégiques, de manière à faciliter la livraison rapide aux sites de distribution (lieux de destination); cette formule permet d'assurer un suivi plus rigoureux.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE			
Produits alimentaires¹	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Céréales	416 553	98 820 593	
Légumes secs	42 214	21 006 517	
Huiles et matières grasses	18 194	18 467 638	
Aliments composés et mélangés	80 048	45 840 288	
Total, produits alimentaires	557 009	184 135 036	184 135 036
Transport extérieur			44 245 772
Transport terrestre, entreposage et manutention			133 290 177
Autres coûts opérationnels directs			5 015 886
Coûts d'appui directs ² (voir annexe I-B pour plus de détails)			17 576 633
Total, coûts opérationnels directs			384 263 504
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			26 898 445
COÛT TOTAL POUR LE PAM			411 161 949

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissements des budgets et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Ce chiffre indicatif est donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée de l'intervention.

ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés sur le plan international	5 551 640
Administrateurs recrutés sur le plan national	710 400
Personnel des services généraux recruté sur le plan national	158 550
Personnel temporaire	1 495 095
Primes de risque et de sujétion	527 880
Consultants internationaux	1 764 000
Consultants nationaux	96 000
Ressources humaines hors personnel: Volontaires des Nations Unies	299 500
Voyages officiels du personnel	1 741 240
Total partiel	12 344 305
Dépenses récurrentes	
Location des locaux	499 960
Charges (électricité, etc.)	90 000
Fournitures de bureau et petit matériel	179 400
Technologies de l'information et des communications	410 571
Réparation et entretien du matériel	39 000
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	1 084 340
Installation des bureaux et réparations	507 943
Prestations des organismes des Nations Unies	267 857
Total partiel	3 079 071
Dépenses de matériel et d'équipement	
Location de véhicules	1 805 400
Équipement (télécommunications et informatique)	80 000
Dépenses locales de sécurité	267 857
Total partiel	2 153 257
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	17 576 633

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
Objectif stratégique 1: Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence		
Effet direct 1.1 Amélioration de la consommation alimentaire des ménages en situation d'urgence ciblés durant la période d'assistance	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Niveau de consommation alimentaire des ménages 	Des activités complémentaires sont mises en œuvre par d'autres parties prenantes ou partenaires, notamment en matière de gestion de l'eau, d'assainissement et de santé Dans certaines zones, l'insécurité risque de faire obstacle à l'aide humanitaire Le Gouvernement continue d'appuyer les programmes du PAM
Effet direct 1.2 Réduction ou stabilisation de la malnutrition modérée à aiguë chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et mères allaitantes recensés durant le dépistage fondé sur la Stratégie d'action locale renforcée dans les districts exposés à l'insécurité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de récupération chez les enfants ➤ Prévalence du faible périmètre brachial chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et mères allaitantes 	
Effet direct 1.3 Amélioration des connaissances de base sur les questions de la nutrition des mères et des autres femmes dans les communautés ciblées par la stratégie d'action locale renforcée et le programme de supplémentation alimentaire ciblée	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de bénéficiaires ayant amélioré leurs pratiques de soins ou d'alimentation grâce à la stratégie d'action locale renforcée et au programme de supplémentation alimentaire ciblée 	
Produit 1.1 Fourniture en temps opportun et en quantité suffisante de produits alimentaires aux bénéficiaires ciblés dans les zones touchées par des conflits ou des catastrophes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM en pourcentage du nombre prévu, par sexe et groupe d'âge ➤ Quantité de produits alimentaires distribuée, en pourcentage des quantités prévues, par type d'aliment 	Des ressources suffisantes sont affectées en temps opportun par des organisations bilatérales, des ONG et le Gouvernement pour les 50 pour cent de bénéficiaires qui ne sont pas pris en charge par le PAM
Produit 1.2 Participation accrue des femmes à la gestion des distributions de vivres	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proportion de femmes occupant des postes de responsabilité au sein des comités de gestion des produits alimentaires 	Les femmes sont prêtes à participer à la gestion des produits alimentaires et y sont encouragées
Produit 1.3 Fourniture en temps opportun et en quantité suffisante de produits alimentaires nutritifs aux jeunes enfants ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'enfants recevant une aide alimentaire du PAM, en pourcentage du nombre prévu ➤ Quantité de produits alimentaires distribuée aux enfants 	
Produit 1.4 Fourniture en temps opportun et en quantité suffisante de produits alimentaires nutritifs aux femmes ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes recevant une aide alimentaire du PAM, en pourcentage du nombre prévu ➤ Quantité de produits alimentaires distribuée aux femmes ciblées 	

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
<p>Produit 1.5 Sensibilisation aux principes nutritionnels de base au sein des communautés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de bénéficiaires recevant des messages d'éducation nutritionnelle adéquats 	Continuité de la filière de produits alimentaires
Objectif stratégique 2: Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets		
<p>Effet direct 2.1 Amélioration de l'aptitude des bénéficiaires du PPSAP à faire face aux crises et à investir dans des activités de nature à renforcer leur capacité de résistance</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage des ménages faisant état d'une atténuation du déficit vivrier pendant au moins deux mois ➤ Proportion de bénéficiaires ayant accès aux avoirs créés et/ou bénéficiant de ces avoirs 	<p>Les partenaires coopérants disposent de financements complémentaires.</p> <p>Quantité suffisante d'articles non alimentaires et financements appropriés pour couvrir les coûts d'investissement</p> <p>Environnement sûr</p>
<p>Effet direct 2.2 Consommation alimentaire suffisante des ménages ciblés menacés par la faim aiguë pendant la période couverte par l'assistance du PAM</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Niveau de consommation alimentaire des ménages 	
<p>Effet direct 2.3 Meilleure observance des traitements, récupération nutritionnelle et amélioration de la qualité de vie pour les personnes en situation d'insécurité alimentaire vivant avec le VIH et le sida bénéficiant de soins à domicile, du traitement antirétroviral et de la prévention de la transmission mère-enfant</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage des bénéficiaires sous traitement antirétroviral ayant pris 95 % des médicaments dans les trois derniers mois ➤ Prise de poids des bénéficiaires: au moins 10 % en 6 mois 	<p>Fourniture par les ONG, les partenaires des Nations Unies et le Gouvernement de services et d'articles non alimentaires adaptés pour remédier à d'autres causes de malnutrition et de morbidité</p> <p>Continuité du fonctionnement des écoles</p>
<p>Effet direct 2.4 Amélioration de l'accès à l'éducation et valorisation du capital humain des orphelins et des autres enfants vulnérables dans les communautés urbaines touchées par le VIH et le sida</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de scolarisation des orphelins et autres enfants vulnérables dans les ménages recevant des rations à emporter ➤ Taux d'assiduité des orphelins et autres enfants vulnérables dans les ménages recevant des rations à emporter 	
<p>Produit 2.1 Fourniture en temps opportun et en quantité suffisante de produits alimentaires aux bénéficiaires du PPSAP</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de bénéficiaires recevant une aide alimentaire du PAM en pourcentage du nombre prévu, par sexe et tranche d'âge ➤ Quantité de produits alimentaires distribuée, en pourcentage des distributions prévues, par type d'aliment 	Mise à disposition de ressources pour financer le renforcement des capacités



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
<p>Produit 2.2 Avoirs créés ou remis en état par les communautés et les personnes ciblées afin d'assurer leur subsistance</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre et types d'avoirs communautaires créés dans les <i>woredas</i> appuyés par le PAM, par rapport aux prévisions ➤ Nombre d'agents de développement formés aux activités Vivres pour la création d'avoirs grâce à l'appui du PAM, par rapport aux prévisions ➤ Nombre et types de stages de formation organisés 	<p>Les partenaires coopérants disposent des moyens nécessaires pour appuyer la création d'avoirs et sont disposés à le faire</p> <p>Les bénéficiaires ciblés sont prêts à participer à la création d'avoirs</p>
<p>Produit 2.3 Fourniture en temps opportun et en quantité suffisante de produits alimentaires aux bénéficiaires touchés par le VIH et le sida</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de bénéficiaires des programmes de lutte contre le VIH et le sida qui reçoivent des produits alimentaires ➤ Quantité de produits alimentaires distribuée par l'intermédiaire des programmes de lutte contre le VIH et le sida 	<p>Mise à disposition de statistiques précises et fiables sur les ménages touchés par le VIH et le sida</p>
<p>Produit 2.4 Fourniture en temps opportun de rations à emporter aux orphelins et autres enfants vulnérables</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'orphelins et autres enfants vulnérables recevant des rations à emporter ➤ Quantité de produits alimentaires distribuée sous forme de rations à emporter aux orphelins et autres enfants vulnérables 	<p>Stocks de vivres suffisants pour assurer la distribution des rations à emporter</p> <p>Appui des activités par les ménages ciblés</p>
<p>Objectif stratégique 5: Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux</p>		
<p>Effet direct 5.1 Développement des débouchés commerciaux au niveau national permettant au PAM d'acheter des produits alimentaires sur place à des conditions avantageuses</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'associations, de coopératives et d'unions d'agriculteurs vendant des céréales dans le cadre de l'initiative Achats au service du progrès ➤ Produits alimentaires achetés sur les marchés locaux en pourcentage des produits distribués dans le pays 	<p>La politique d'achats en gros des céréales sur les marchés locaux peut constituer un obstacle</p>
<p>Effet direct 5.2 Élaboration de cadres de politique générale plus larges intégrant des solutions au problème de la faim, accompagnée d'un renforcement des capacités des pouvoirs publics à déterminer les besoins alimentaires, élaborer des stratégies et mener des programmes de réduction de la faim et des risques de catastrophe, notamment à l'échelle locale</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage d'augmentation des fonds publics affectés au financement de solutions au problème de la faim dans le cadre des plans d'action nationaux 	



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de résultats	Risques et hypothèses
<p>Produit 5.1 Achats locaux effectués auprès des petits exploitants</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'associations, de coopératives et d'unions d'agriculteurs participant à l'initiative Achats au service du progrès 	
<p>Produit 5.2 Aide au renforcement des capacités des entités participant au programme de réduction de la faim et des risques</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre d'agents homologues ayant bénéficié d'une formation dans le cadre de l'assistance technique fournie par le PAM, en pourcentage des prévisions ➤ Nombre et types d'activités de renforcement des capacités assurées dans le domaine de la coopération technique 	<p>Le Gouvernement permet à des membres de l'administration de participer aux activités de renforcement des capacités.</p>

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
ONG	organisation non gouvernementale
PCT	Plan pour la croissance et la transformation
PPSAP	Programme de protection sociale fondé sur des activités productives
SNNPR	Région des nations, nationalités et peuples du Sud